

de l'Ouest; lorsqu'on essaie de contrôler le prix du blé en enlevant le tarif de 3 p. 100 sur le bœuf américain qui entre au pays, la personne qui paiera, paiera et paiera encore est le producteur primaire et non le consommateur.

Ce gouvernement se lève allègrement et déclare qu'il créera une atmosphère qui encouragera la production. Il ne suffit pas que le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) se lève et répète sur un ton patelin: «Je suis pour l'agriculteur». C'est tout simplement faire la conversation. Qu'il influence le gouvernement de façon à mettre en œuvre des politiques qui aideront le producteur primaire, ensuite je croirai qu'il est pour l'agriculteur.

● (2150)

Une seule chose peut faire accroître la production de produits alimentaires au pays, c'est le bénéfice qu'en tirera le producteur primaire. Si l'on veut imposer des contrôles sélectifs sur les produits agricoles destinés au consommateur, comme on l'a fait pour le pain et le lait et tenté de le faire pour le bœuf, il faut exercer un contrôle sur les coûts de production. A l'heure actuelle, les coûts de production ont monté à un rythme inouï de 13 p. 100 par an. C'est exact, monsieur l'Orateur, 13 p. 100, et les revenus des agriculteurs, en dépit de ce qu'ils touchent de nos jours, n'augmentent pas dans la même proportion.

Ce que le consommateur ignore, lui qui s'inquiète de la hausse du coût de la vie et des produits alimentaires, c'est que le jeune homme qui se tient debout au bout du comptoir où le consommateur paie sa note d'épicerie, celui qui emballe les achats des clients, n'a aucune responsabilité, il travaille 8 heures par jour et il gagne sans doute plus que 40 p. 100 des producteurs primaires, malgré leur travail et leurs investissements en capitaux. Voilà la situation terrible que nous affrontons aujourd'hui. Le gouvernement actuel dit ce qu'il entend faire pour encourager la production de denrées alimentaires, au pays. Qu'il présente un projet de loi qui donne à l'agriculteur la chance de produire. Après tout, l'agriculteur doit payer les taux d'intérêt accrus que le gouvernement a permis de hausser; il lui faut payer les coûts plus élevés de construction dont le gouvernement a permis la hausse. Ainsi l'agriculteur doit payer davantage pour les engrais, les machines agricoles, le bétail, les semences, les produits chimiques et tous genres d'articles. C'est le producteur du secteur primaire qui doit payer ces coûts plus élevés, et dans ces conditions il ne peut survivre. Il est grand temps que le gouvernement s'en rende compte.

Il ne suffit pas que le gouvernement dise allègrement: «Nous acceptons la recommandation qui préconise un régime pour encourager la production des denrées alimentaires». On ne peut dire cela et annoncer du même souffle l'imposition de contrôles des prix de détail sur les produits agricoles. Il est ridicule que le gouvernement nous reproche de préconiser des contrôles des prix pendant qu'il instaure lui-même des contrôles sélectifs en espérant que les Canadiens n'en rendront pas compte.

Je sais que le Nouveau parti démocratique tient autant que tout autre parti à la Chambre à ce qu'on contrôle le coût de la vie. Il semble faire pleinement confiance à la Commission de surveillance. Selon moi, la Commission ne résoudra pas le problème du prix élevé des denrées alimentaires. Quand on parle de rabaisser le prix des produits alimentaires au Canada, on ne se rend pas compte qu'il existe plus de 14,000 produits alimentaires. Comment peut-on alors espérer maintenir une baisse de prix ou même la mettre en vigueur? Les membres de ce parti fondent tous leurs arguments au sujet de la lutte contre

Prix de l'alimentation

l'inflation sur le coût élevé de la publicité, sur les profits excessifs réalisés dans la manutention des produits alimentaires et sur le fait qu'on dupe le public. Monsieur l'Orateur, ce sont peut-être là des facteurs de l'inflation du prix des denrées alimentaires au Canada, mais ce sont sûrement des facteurs mineurs.

Tel est le problème du Parlement. Le gouvernement tente désespérément d'appliquer des politiques bâclées et, pris de panique, saute d'un problème à l'autre, à mesure que les consommateurs les signalent, au lieu de prendre les mesures monétaires et fiscales requises et d'adopter les politiques nécessaires pour combattre et juguler l'inflation. Lorsque des membres du gouvernement déclarent que le prix des produits alimentaires augmente à ce point pour la simple raison qu'on ne peut pas les bloquer, cette explication ne satisfait ni la population, ni mes collègues, ni moi-même. Parler de destruction de récoltes ou de tempête dans quelque pays étranger ou dire qu'un autre pays souffre d'une disette pour une raison ou l'autre et qu'on sait que la situation est critique ici, mais deux fois moins que dans certains autres pays, n'est pas une réponse satisfaisante.

Ce débat a été soulevé pour donner au gouvernement l'occasion de renvoyer cette question au comité. Nous voulons nous occuper de cette question en tenant compte des faits d'aujourd'hui. J'espère que le gouvernement acceptera la motion du député.

Des voix: Le vote!

M. Jim Fleming (York-Ouest): Monsieur l'Orateur, si les députés ont des questions à poser après mon exposé je serai heureux d'y répondre. J'ai effectué des travaux préparatoires approfondis sur ce sujet et, 10 heures approchant, je regrette beaucoup que l'occasion ne me sera pas donnée de mentionner certaines choses dont je voulais faire état. Dans le temps dont je dispose et l'opposition faisant montre de la même courtoisie à mon égard que celle dont j'ai fait preuve à la leur ces derniers mois, je vais essayer de traiter d'un point ou deux.

Une des principales choses que nous avons reprochées au gouvernement ces derniers mois c'est qu'il n'est pas parvenu à s'attaquer aux racines de l'inflation.

Une voix: C'est certain.

M. Fleming: J'aimerais à nouveau...

Des voix: Oh, oh!

M. Fleming: J'espère que quelqu'un d'en face me dira, ici ou ailleurs, comment on peut convaincre des Japonais que le porc est malsain et les Européens que le bœuf est toxique. Comment convaincre Dieu de nous donner un meilleur temps; comment convaincre un cultivateur qu'il ne mérite pas un meilleur prix ou un travailleur qu'il ne doit pas lutter pour un meilleur salaire...

Des voix: Oh, oh!

M. Fleming: C'est dommage mais j'ai vu cette attitude se généraliser depuis des mois. Parfois nous nous échaufons; parfois l'opposition s'échauffe. C'est normal. Cependant, on doit se montrer suffisamment courtois à la Chambre pour que lorsque quelqu'un essaie de démontrer quelque chose au nom de ses commettants il puisse le faire.